

Communiqué de presse commun

Le CAF et le CJB appellent à voter NON à l'initiative No Billag

La Neuveville/Bienne, le 1^{er} février 2018

Le Conseil du Jura bernois (CJB) et le Conseil des affaires francophones du district bilingue de Bienne (CAF) appellent la population du canton de Berne à rejeter l'initiative No Billag. Ils recommandent fermement de voter « non » à ce texte excessif, qui met en danger les médias régionaux, le droit à l'information et la cohésion nationale. Pour un franc par jour, le CAF et le CJB appellent la population à sauver une information suisse de qualité, dans toutes les langues nationales. Le CAF et le CJB observent aussi avec inquiétude les restructurations qui frappent actuellement l'ATS.

Le CAF et le CJB rejettent vigoureusement l'initiative No Billag, soumise au vote le 4 mars 2018. Si elle était adoptée, cette initiative mettrait gravement en danger la RTS, qui ne pourrait plus produire des programmes de qualité dans toute la Suisse et dans toutes les langues nationales. Elle affaiblirait ou ferait disparaître 34 radios et télévisions privées, notamment les émetteurs régionaux Canal3, Radio Jura bernois (RJB) TeleBilingue et Canal Alpha. Elle menacerait des milliers de places de travail en Suisse, y compris dans notre région.

Soutien aussi à l'ATS

La votation du 4 mars 2018 n'est pas une votation pour ou contre Billag, ni pour ou contre la RTS. C'est une votation pour la liberté d'information, garantie par la Constitution fédérale. Voter « non » le 4 mars, c'est soutenir une information de qualité, à l'opposé des « fake news », de la désinformation et des manipulations sur les réseaux sociaux.

Dès 2019, l'Agence télégraphique suisse (ATS), garante en Suisse d'une information neutre, fiable et vérifiée, recevra également une part de la redevance, comme c'est déjà le cas pour les médias électroniques régionaux. Le CAF et le CJB observent avec inquiétude les restructurations qui frappent actuellement l'ATS. Supprimer la redevance risquerait d'encore plus fragiliser cette institution essentielle pour la transmission de l'information en Suisse, dans toutes les régions linguistiques.

Un franc par jour pour garantir la liberté d'information

La fin de la redevance priverait la RTS et les radios-TV régionales de la quasi-totalité de leur financement et les livrerait à un marché de la publicité ultraconcurrentiel, à la merci de géants étrangers comme Google ou Facebook. Contraints de fonctionner dans les deux langues officielles, Canal3 et TeleBilingue ne pourraient plus émettre sans le soutien de la redevance, de même que la plupart des médias régionaux. Canal3 a clairement annoncé qu'il devrait au minimum fermer sa fréquence en français en cas d'adoption de l'initiative. La RTS ne pourrait plus offrir ses services dans toutes les régions linguistiques. On assisterait à une concentration des médias dans quelques mains privées, suisses alémaniques ou étrangères.

La redevance diminuera dès 2019 et ne sera plus perçue par l'entreprise Billag. A 365 francs par an, il en coûtera à chacun un franc par jour pour continuer à recevoir des informations sportives, sociopolitiques et économiques dans sa langue, garantir la liberté de l'information et assurer à la Suisse romande sa place dans le paysage médiatique suisse.

L'initiative ferait s'écrouler tout l'édifice et livrerait la Suisse aux « fake news », telles celles qui ont empoisonné la campagne présidentielle américaine. Des médias de qualité sont indispensables à une démocratie directe comme la Suisse.

Voter NON pour sauver l'information en français

Le CAF et le CJB sont conscients de l'évolution rapide des médias et de la tendance de certains électeurs de ne vouloir payer que pour ce qu'ils consomment. Il est toutefois faux de croire qu'on pourrait continuer à recevoir de l'information gratuitement, sur Internet notamment. Sans redevance, l'information locale et suisse ne sera plus produite, à part peut-être dans la presse écrite, elle aussi soumise à de fortes pressions économiques. Sans production de contenus, pas de contenus à partager, gratuitement ou non. Les seules informations accessibles seront celles de grands groupes médiatiques ou commerciaux, étrangers ou suisses alémaniques. Trop petits, le marché romand et le marché tessinois ne pourront plus alimenter des médias audiovisuels suisses en français et en italien.

Le CAF et le CJB appellent la population de la région et du canton de Berne à rejeter cette initiative, pour préserver les places de travail et continuer d'assurer une information régionale dans les deux langues officielles du canton de Berne et des programmes de qualité dans toutes les langues nationales. Il y va de la cohésion nationale, dans un pays comme la Suisse, qui s'est construit sur une volonté commune entre les langues et les régions.

Entendre les critiques

Il est toujours possible de s'améliorer ; le service public doit être garanti, mais il peut évoluer. Le CAF et le CJB appellent aussi la RTS à entendre les critiques émises pendant cette campagne, pour répondre au mieux aux attentes de la population ; dans notre région, cela implique notamment de mettre en valeur le caractère bilingue du canton de Berne et de toujours associer la partie francophone du canton de Berne à la Suisse romande. Avec 100'000 francophones, le canton de Berne doit avoir sa place sur la carte de la Suisse romande.

Informations

- Pierrette Berger-Hirschi, présidente du CAF, 079 287 47 15 ou David Gaffino, secrétaire général du CAF, 031 633 75 55.
- Marcelle Forster, présidente du CJB, 079 400 18 08 ou Kim Maradan, secrétaire générale du CJB, 031 633 75 73.